



LE VAL D'HAZEY

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'ANNEE 2023

Le présent rapport de présentation a pour objet de présenter et de débattre des orientations budgétaires de la commune du Val d'Hazey pour l'année 2023.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

18-2023-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/03/2023

Affichage : 08/03/2023

Le maire, Philippe COLLAS



I – Budget principal

ELEMENTS DE CONTEXTE :

Forte hausse des prix de l'énergie :

Le rapport d'information de la délégation aux collectivités territoriales du Sénat du 27 juillet dernier montre que l'augmentation du prix des énergies, en particulier de l'électricité et du gaz, impose aux collectivités d'assumer une charge financière imprévue et substantielle à court terme. Le prix de l'électricité sur le marché du gros est passé de 49 euros le MWh début 2021 à plus de 1 000 euros le MWh fin août 2022 soit une multiplication par 20. Le prix du gaz est passé de 9 euros le MWh en moyenne en 2020 à des pics autour de 114 euros par MWh fin 2021 et jusqu'à 300 euros le MWh en août 2022.

Les finances de la Commune ont été fortement impactées par ces hausses brutales et importantes en 2022. Ce point sera évoqué en détail un peu plus loin.

Le contexte communal en 2022 :

Comme cela a été évoqué ci-avant, les finances de la Commune du VAL D'HAZEY ont subi au cours de l'année 2022 des hausses importantes de dépenses notamment pour :

- Les repas de cantine avec une hausse de +7,28% le 1^{er} Juillet 2022 suivi d'une nouvelle hausse de +6,11 % au 1^{er} janvier 2023,
- L'électricité,
- Le gaz utilisé pour le chauffage des bâtiments communaux,
- Une inflation de +5,9% sur l'année 2022 qui impacte toutes les dépenses de la Commune en investissements et au chapitre 011.

Il convient de rappeler le transfert au 1^{er} Janvier 2022 par Seine Eure Agglomération à la Commune de la gestion des deux gymnases Saint Fiacre et Chandelier avec 4 agents et du Complexe Sportif des Bords de Seine. Ce transfert a donné lieu à des transferts de charge complémentaires.

Par ailleurs, l'augmentation du point d'indice imposé par l'Etat aux Collectivités à compter du 1^{er} juillet 2022 a également eu un impact sur le budget de la commune (environ 60.000€ en 2022 et 120.000€ environ pour 2023).

Rappelons que l'année 2023 est marquée par le passage à la nomenclature M 57 au 1^{er} janvier pour le budget principal de la Commune.

1- DONNEES GENERALES :

Population au 1^{er} janvier 2023 : 5 354 habitants (Source INSEE).

Création commune nouvelle : 1^{er} janvier 2016

Communes historiques : Aubevoye – Ste Barbe sur Gaillon – Vieux Villez

Tous les chiffres présentés pour le budget principal sont exprimés en euros et en TTC. Seul le budget annexe « local commercial » est un budget HT assujéti à la TVA avec des chiffres présentés en HT.

Prévisions pour le Compte Administratif 2022 :

Selon les dernières estimations, les chiffres du compte administratif 2022 devraient être proches du tableau suivant :

	Fonctionnement		Investissement
Recettes	6 799 303	Recettes	494 516
Dépenses	6 747 395	Dépenses	959 121
Résultat exercice	51 909	Résultat exercice	- 464 605
Report 2021	2 517 124	Report 2021	1 959 098
Résultat à affecter	2 569 033	Résultat à affecter (R001)	1 494 494
		RAR	- 2 186 367
		Résultat	- 691 873
	Résultat net de l'exercice		1 877 160

Le tableau de synthèse ci-dessous montre les évolutions des grandes masses financières sur les quatre dernières années en intégrant le prévisionnel du compte administratif 2022 :

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	Prévision CA 2022
Résultat de fonctionnement	1 864 181	2 487 467	2 487 467	2 569 033
Résultat reportable en N+1	1 864 181	2 487 467	2 487 467	2 569 033
Dépenses réelles de fonctionnement	5 589 960	5 263 145	5 722 011	6 404 087
Recettes réelles de fonctionnement	7 008 678	6 558 934	6 632 357	6 793 846
Recettes réelles de fonctionnement - Dépenses réelles de fonctionnement	1 418 718	1 295 789	910 346	389 789
Epargne brute	1 179 777	1 290 089	905 346	384 890
Epargne nette	898 430	1 020 038	744 927	221 070
Encours au 31/12 de chaque année (emprunts)	1 849 903	1 581 359	1 420 940	1 257 120
Capacité de désendettement (en année)	1,6 ans	1,2 ans	1,6 ans	3,3 ans

On notera une hausse des dépenses réelles de fonctionnement de 14.56 % entre 2019 et 2022. Les recettes réelles de fonctionnement montrent une diminution de 3.07 % entre 2019 et 2022. Le désendettement s'est poursuivi de manière continue entre 2019 et 2022. La capacité de désendettement passe de 1,6 ans en 2019 à 3,3 ans en 2022.

2- LA SECTION DE FONCTIONNEMENT :

2.1 Dépenses de fonctionnement :

Le tableau ci-dessous reprend les dépenses réelles de fonctionnement réalisées et leur évolution :

Années	Dépenses réelles de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2018	5 805 423	3,01 %	1 034
2019	5 589 960	-3,71 %	996
2020	5 263 145	-5,85 %	938
2021	5 722 011	+ 8,71 %	1 088
2022	6 404 087	+ 11,92 %	1 173
2023 (Prévisions)	6 762 306	+5,56 %	1 263

Charges à caractère général (Chapitre 011) :

Chapitre 011	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (prév.)
Dépenses	1 839 304	1 584 982	1 317 332	1 485 973	1 811 879	1 940 000

Ce chapitre permet de régler les dépenses relatives aux fluides, aux locations immobilières, à l'entretien des terrains, des bâtiments et des voiries, aux contrats d'entretien et de maintenance, aux primes d'assurances multirisques, aux remboursements de frais, aux impôts et taxes.

Pour les orientations 2023 de ce chapitre, et compte tenu des dépenses à réaliser et de la forte l'augmentation des dépenses du chapitre 011 entre 2021 et 2022, il est envisagé une augmentation de ce chapitre.

Le travail de maîtrise des dépenses de fonctionnement sera donc poursuivi en 2023 quand cela est possible. Le détail de chacun des principaux postes de dépenses en augmentation est présenté ci-après.

Repas de cantine :

Chapitre 011/ Article 6042	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (prév.)
Dépenses	126 535	123 739	79 529	114 613	140 600	150 000

La Commune dispose d'un marché public avec la société NEWREST pour la fourniture et la livraison de repas en liaison froide pour les cantines. Entre 2018 et 2022, nous constatons une augmentation des dépenses de +11,11 %. Cette augmentation est due à la hausse de la fréquentation des cantines consécutive à la mise en place de la tarification des repas à 1€ mais aussi à la conjoncture économique avec une majoration du tarif du repas supporté par la Commune à hauteur de +13,39%.

Electricité :

Accusé certifié exécutoire

Chapitre 011/ Article 60612	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (prév.)
Dépenses	166 189	160 719	159 842	173 395	173 120	241 900



Jusqu'en 2020, la Commune était soumise au tarif réglementé pour les bâtiments et l'éclairage public de moins de 36 kVA ; et en marché pour les bâtiments supérieurs à 36 kVA.

En 2021, la fin du tarif réglementé pour les comptages de moins de 36 kVA a provoqué une hausse du tarif. Le SIEGE 27 a mis en place un groupement de commande au 1^{er} Janvier 2022 pour les années 2022 et 2023. Un nouveau marché sera mis en œuvre par le SIEGE 27 au 1^{er} Janvier 2024.

Au 1^{er} janvier 2022, la Commune a adhéré au groupement de commande du SIEGE 27 pour les comptages inférieurs à 36 kVA, ce qui a permis de stabiliser ce poste.

La Commune dispose aujourd'hui de marchés publics qui sont divisés en trois lots :

- Un lot pour les bâtiments de - de 36 kVA,
- Un lot pour les bâtiments de + 36 kVA,
- Un lot pour l'éclairage public de - 36 kVA.

Pour les orientations 2023, le SIEGE 27 annonce une hausse de 22 % sur les bâtiments inférieurs à 36 kVA et une hausse de 49 % pour l'éclairage public de moins de 36 kVA. L'augmentation sur ce dernier poste devrait être compensée par l'extinction partielle de l'éclairage la nuit, qui selon nos estimations engendrera une baisse 53 % de la consommation électrique. Concernant les bâtiments de + 36 kVA, la hausse pour 2023 est estimée à 126 %, soit un coût supplémentaire de 68 800 €.

L'Etat a mis en place en décembre 2022 l'amortisseur énergétique à compter du 1^{er} janvier 2023. Ce nouveau dispositif s'ajoute aux mesures déjà mises en œuvre pour accompagner les entreprises et les collectivités locales face aux hausses des prix de l'électricité. Concrètement, l'État prend directement en charge une partie de la facture d'électricité dès lors que le prix souscrit dépasse un certain niveau de prix. Appliqué directement par les fournisseurs d'énergie, l'amortisseur électricité est une réduction de prix qui se traduira sur la facture d'électricité des Collectivités. Seul le lot « bâtiments de plus de 36 kVA » est éligible à ce dispositif.

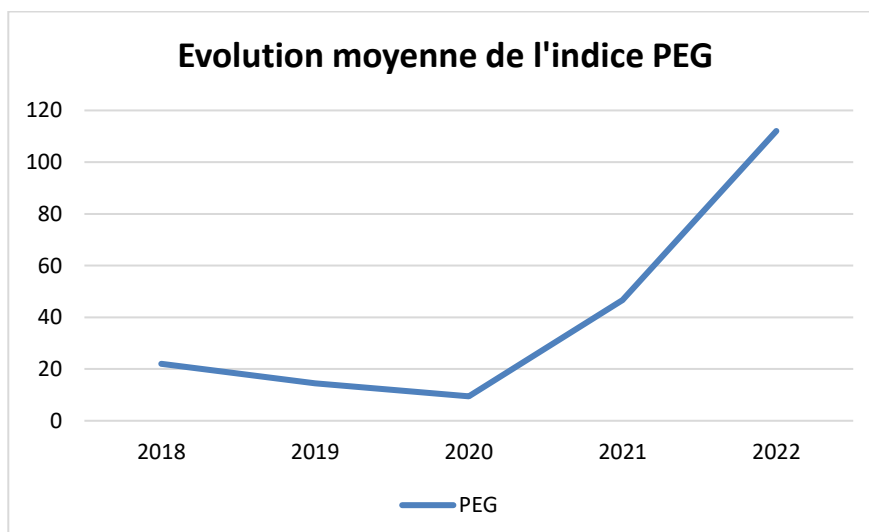
L'impact de l'amortisseur pour la Commune est estimé à 32 640 €.

Gaz :

Chapitre 011/ Article 60612	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (prév.)
Dépenses	65 428	47 424	45 540	81 837	288 689	382 000

Depuis 2018 et jusqu'au 31 décembre 2030, la Commune dispose d'un marché public concernant le P1 (Gaz) de la collectivité pour assurer le chauffage des bâtiments communaux. Le prix du gaz dans ce marché est indexé en grande partie sur l'indice « Point Echange Gaz Monthly » qui a subi une forte augmentation depuis 2021.

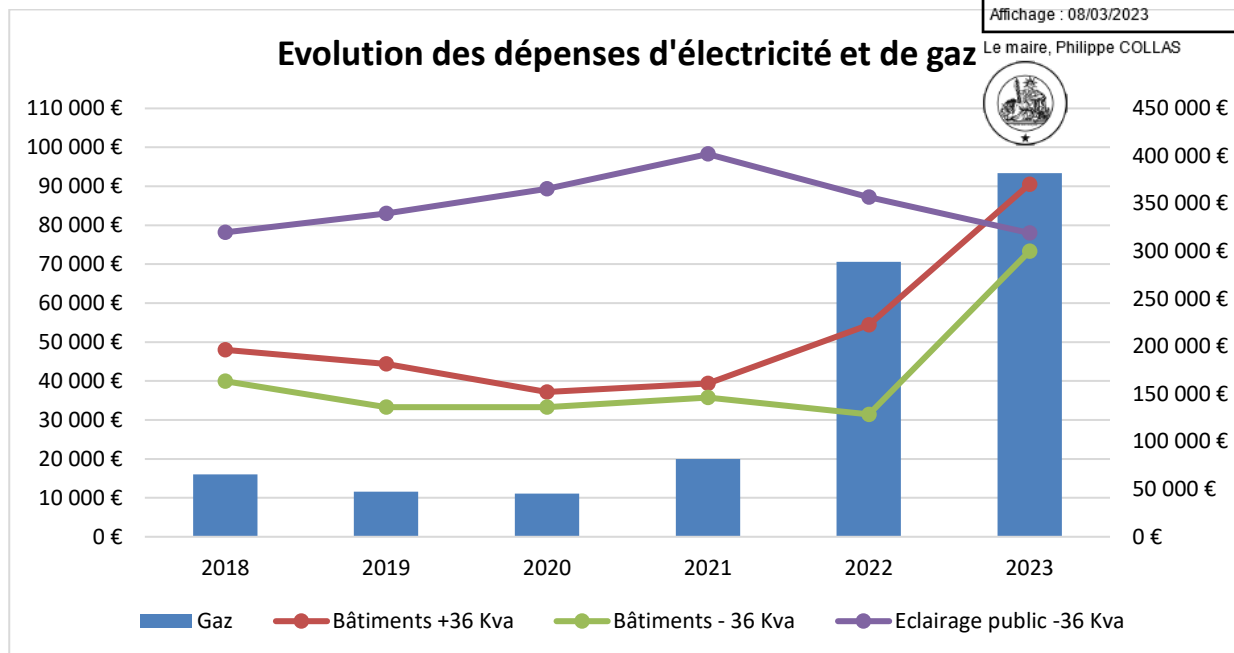
Cet indice a évolué de la manière suivante :



Pour les orientations 2023, il est fait l'hypothèse que cet indice sera en moyenne de 130 (soit +16% d'augmentation environ) sur 2023, sachant qu'il s'est stabilisé à une valeur de 110 au cours du dernier trimestre 2022.

0000961026-07-2023-DE

Réception par le préfet : 08/03/2023
Affichage : 08/03/2023



Charges de personnel (chapitre 012) :

Chapitre 012	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Dépenses	3 177 366	3 186 037	3 226 866	3 314 641	3 723 818	3 975 000

Ce chapitre permet de régler les dépenses relatives aux salaires et charges, ainsi qu'aux assurances du personnel et de la médecine du travail.

Pour les orientations de 2023, l'objectif est de maintenir les emplois nécessaires aux besoins et attentes.

Pour l'élaboration du budget primitif 2023, il sera nécessaire de prendre en compte les prévisions de dépenses suivantes :

- L'impact sur l'ensemble de l'exercice 2023 de l'augmentation du point d'indice de +3,5% (cout supplémentaire de 60.000€ sur 2023),
- La refonte imposée par l'Etat de la grille indiciaire des catégories C qui a eu lieu en juillet 2022 et qui s'appliquera sur une année entière en 2023,
- les avancements d'échelons et la revalorisation du smic,
- L'impact des recrutements de 2022 et la charge du directeur des sports mutualisé avec Gaillon sur une année entière ainsi que le retour d'un agent en disponibilité en 2022, pour un coût global estimé à 99 000 € sur 2023.
- Les intermittents du spectacle étaient jusqu'à présent imputés dans le chapitre 011 et seront fléchés à partir de 2023 dans le chapitre 012, dont le coût est estimé pour 2023 à 29 250 €.

En conclusion, ces éléments nous conduiraient à prévoir une enveloppe d'environ 3 975 000€ sur le chapitre 012.

Evolution du nombre de salariés dans la Collectivités Salariés :

Le tableau ci-dessous indique l'évolution du nombre d'agents faisant partie des effectifs de la Collectivité :

	2018	2019	2020	2021	2022
Titulaires	72	69	70	79	98
Non Titulaires	25	27	26	21	8
Contrats Aidés	0	0	0	3	2
Apprentis	4	4	4	7	4
TOTAL	101	100	100	110	112

INDICATEUR D'EVOLUTION DE LA RESSOURCE HUMAINE

Le ratio « Chapitre 012 / Dépenses réelles de fonctionnement » permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.
On notera sa stabilité entre 2021 et 2022.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

027-200059657-20230307-07-07-03-2023-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/03/2023

Affichage : 08/03/2023

Le maire, Philippe COLLAS

012 / DRF	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ratio	54.73 %	57.00 %	61,31 %	57,93 %	60 %	58.78 %

Atténuation de produits (chapitre 014) :

Chapitre 014	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév)
Dépenses	138 713	139 752	80 285	89 608	92 824	95 000

On retrouve dans ce chapitre le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC) qui est reversé à l'Etat.

Autres charges de gestion courante (Chapitre 65) :

Chapitre 65	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Dépenses	574 000	598 360	568 523	762 801	719 790	696 000

Ce chapitre permet de régler les dépenses relatives aux indemnités des élus, au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS27) (+ 9 334 € entre 2022 et 2023), aux participations des groupements communaux ou intercommunaux (SIGA 3 C), à la dotation du CCAS et aux subventions des associations.

Avec le passage en M57, à partir de 2023, ce chapitre comprendra aussi la participation au séjour scolaire de plus de 5 jours et les autres charges exceptionnelles qui étaient dans le chapitre 67 en M14.

Pour les orientations 2023 de ce chapitre, il est proposé de maintenir la participation au SIGA 3 C au même niveau qu'en 2022 soit 68 000 €. Il est prévu une dotation au CCAS à hauteur de 20 000 €. Le versement d'une subvention au budget annexe « local commercial » n'est pas nécessaire pour 2023.

Concernant l'enveloppe prévisionnelle de subventions attribuées aux associations, il est prévu de passer cette enveloppe de 186.710€ en 2022 à 176.000€ environ en 2023.

Intérêts de la dette (Chapitre 66) :

Ce chapitre comprend les intérêts de la dette, les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs. Les ICNE (Intérêts Courus Non Échus) sont compris.

Chapitre 66	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Dépenses	74 338	66 180	57 392	51 906	47 646	45 658

L'enveloppe pour 2023 est fixée en fonction des emprunts actuellement en cours. La réalisation d'un nouvel emprunt sur 2023 n'est pas prévue.

Charges exceptionnelles (Chapitre 67) :

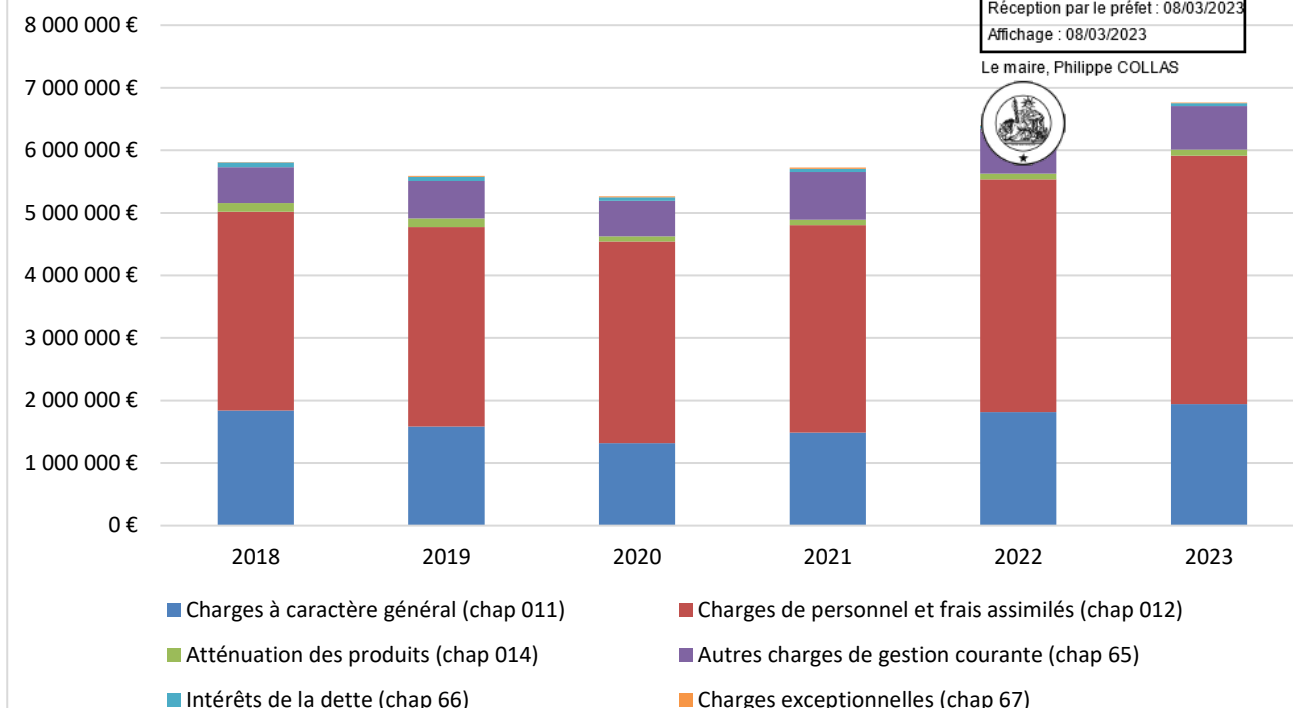
De 2018 à 2022, en M14, ce chapitre comprenait les titres antérieurs annulés, la participation au séjour scolaire de plus de 5 jours.

En 2023 avec le passage en M57, ce chapitre comprend les titres antérieurs annulés. La participation au séjour scolaire de plus de 5 jours et autres charges exceptionnelles sont transférées dans le chapitre 65.

Chapitre 67	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Dépenses	1 702	14 649	12 748	17 082	8 130	10 000

Pour les orientations de ce chapitre en 2023, il est proposé de disposer d'une enveloppe permettant de répondre à toute demande d'annulation de titres antérieurs. Il sera mis la même enveloppe en recette pour répondre à toute demande d'annulation de mandats antérieurs.

Répartition des dépenses de fonctionnement

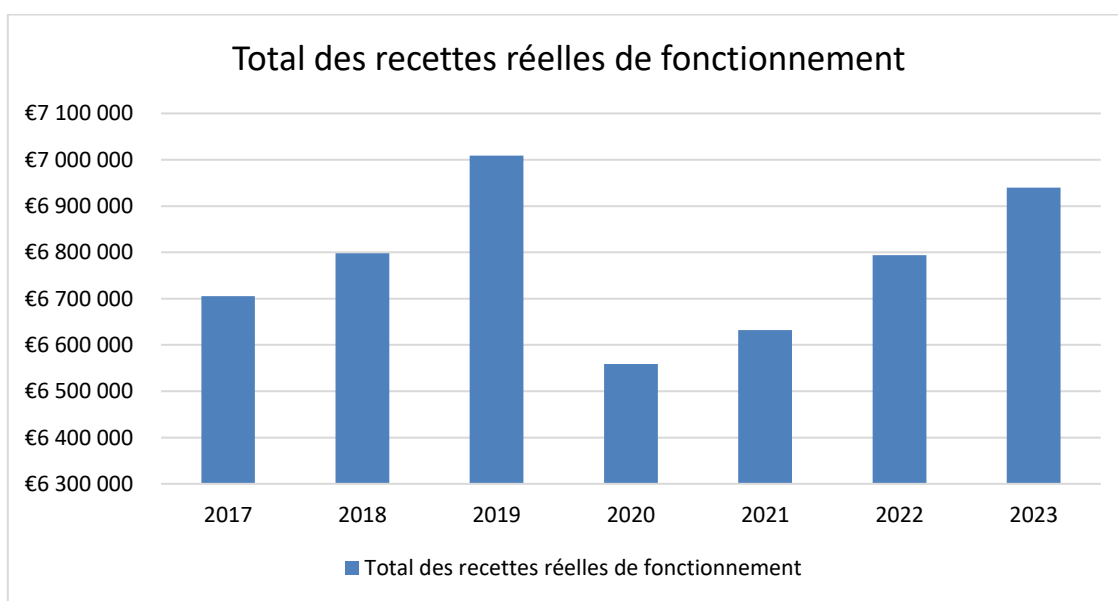


2.2 Recettes de fonctionnement :

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des recettes réelles de fonctionnement :

Années	Recettes réelles de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2017	6 705 540	1,08 %	1 200
2018	6 797 988	1,38 %	1 211
2019	7 008 678	3,1 %	1 249
2020	6 558 934	-6,42 %	1 169
2021	6 632 357	+ 1,11 %	1 175
2022	6 793 876	+ 2,43 %	1 245
2023 (Prév.)	6 940 000	+ 2,15 %	1 296

Total des recettes réelles de fonctionnement





Vente de produits fabriqués, prestations de service (Chapitre 70) :

Ce chapitre de recettes enregistre la participation des familles au restaurant scolaire et à la garderie pour toutes nos écoles, mais également les remboursements liés à l'occupation des locaux communaux et la vente des billets des spectacles de l'ECMP. L'hypothèse retenue est de pas augmenter globalement les tarifs.

Chapitre 70	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Recettes	314 798	297 975	194 393	264 996	291 685	282 000

Pour les orientations 2023 de ce chapitre, il est proposé de prévoir une enveloppe prudente de recettes.

Impôts et taxes (Chapitre 73) :

Ce chapitre porte sur les taxes foncières, les attributions de compensations (provenant de Seine Eure Agglomération), le Fonds National de Garantie Intercommunal (FNGIR), les taxes funéraires, la taxe sur la consommation finale d'électricité et la taxe additionnelle aux droits de mutation.

Chapitre 73	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Recettes	5 490 829	5 585 130	5 473 896	4 238 070	4 435 328	4 591 000

Pour rappel, ce chapitre contient l'attribution de compensation de Seine Eure Agglomération qui est actuellement de 2.308.300€. Pour rappel, le transfert de la compétence sport au 1^{er} Janvier 2022 a eu pour conséquence une augmentation de l'attribution de compensation de 207.244€ au profit de la Commune.

Pour rappel, la baisse importante entre 2020 et 2021 est due à la réforme de la taxe d'habitation. Pour les orientations 2023 de ce chapitre, il est proposé de prévoir une enveloppe qui tient compte de la loi de finances qui arrête une augmentation des bases +7.1% uniquement sur les bases du foncier bâti et non bâti.

L'enveloppe des recettes des droits de mutations (239.000€ en 2021 et 144.600 € en 2022) est difficilement prévisible et a été fixée de manière prudente pour 2023 à hauteur de 150.000€ environ.

Au stade du ROB 2023, l'hypothèse retenue est de ne pas augmenter les taux de fiscalité locale. Il est donc prévu de fixer l'enveloppe de ce chapitre à 4.591.000€ pour 2023.

Dotations et participations (Chapitre 74) :

Ce chapitre porte sur les dotations de l'Etat (Dotation Globale de Fonctionnement (DGF), Dotation de Solidarité Rurale (DSR), dotation nationale de péréquation), des communes associées à certaines prestations (écoles notamment) et la compensation de la taxe d'habitation.

Chapitre 74	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Recettes	630 528	640 800	617 782	1 937 335	1 886 951	1 872 000

Pour rappel, l'augmentation importante entre 2020 et 2021 est due à la réforme de la taxe d'habitation. Pour les orientations 2023 de ce chapitre, il est proposé de prévoir une enveloppe prudente par rapport au réalisé de 2022 car la Commune ne dispose pas encore des notifications de la DGF et de la taxe de compensation liée à la réforme de la taxe d'habitation.

Avec la Loi de Finances pour 2023, le montant de l'enveloppe nationale de la Dotation Globale de Fonctionnement augmente de 320 millions. Elle financera les augmentations de dotation de solidarité urbaine et rurale sans écrêtement de la dotation forfaitaire.

Aussi, pour 2023, la DGF de la Commune est supposée rester stable car l'Etat a augmenté les enveloppes nationales pour la DGF mais la population communale a poursuivi sa baisse en 2022. L'hypothèse est donc de prévoir le même montant de DGF entre 2022 et 2023.

Dans le prolongement de la création du filet de sécurité en 2022, la loi de finances 2023 inscrit une enveloppe de 1,5 milliards d'euros pour financer le filet de sécurité 2023. Afin d'en bénéficier, toute collectivité sollicitant ce dispositif devra enregistrer en 2023 une baisse de plus de 15% de son épargne brute et une augmentation de ses dépenses d'énergie supérieure à 50% de l'augmentation de ses recettes réelles de fonctionnement. La dotation est alors égale à 50% de la différence entre l'augmentation des dépenses d'énergie et 50% des recettes réelles de fonctionnement.



Après étude de ce dispositif sur 2022 et 2023, il apparaît que la Commune pourra y être éligible. Après sollicitation des services de la DDFIP, la Commune est toujours en attente d'une confirmation ou non de pouvoir inscrire cette recette supplémentaire au budget 2023. La recette estimée pourrait être de l'ordre de 277.700€ pour le filet de sécurité 2022 et 44.000€ environ pour le filet de sécurité 2023. Au stade du ROB, et par prudence, il est prévu de ne pas comptabiliser ces potentielles recettes supplémentaires non confirmées par les services de l'Etat.

Autres produits des gestion courante (Chapitre 75) :

Ce chapitre porte sur les loyers des immeubles, location de salles et produits divers.

Avec le passage en M57, à partir de 2023, ce chapitre comprendra aussi les remboursements d'assurances et les autres produits exceptionnels qui étaient dans le chapitre 77 en M14.

Chapitre 75	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Recettes	83 005	71 508	45 743	36 133	50 499	83 000

Pour les orientations 2023 de ce chapitre, il est proposé de prévoir une enveloppe stable par rapport au réalisé de 2022.

Atténuation des charges (Chapitre 013) :

On retrouve dans ce chapitre principalement les remboursements d'assurance pour le personnel en arrêt maladie.

Chapitre 013	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Recettes	108 886	152 890	169 320	120 949	117 168	100 000

Pour les orientations 2023 de ce chapitre, il est proposé de prévoir une enveloppe prudente sachant qu'il est très difficile de prévoir et anticiper le remboursement des assurances en fonction des absences pour maladie des agents.

Produits exceptionnels (Chapitre 77) :

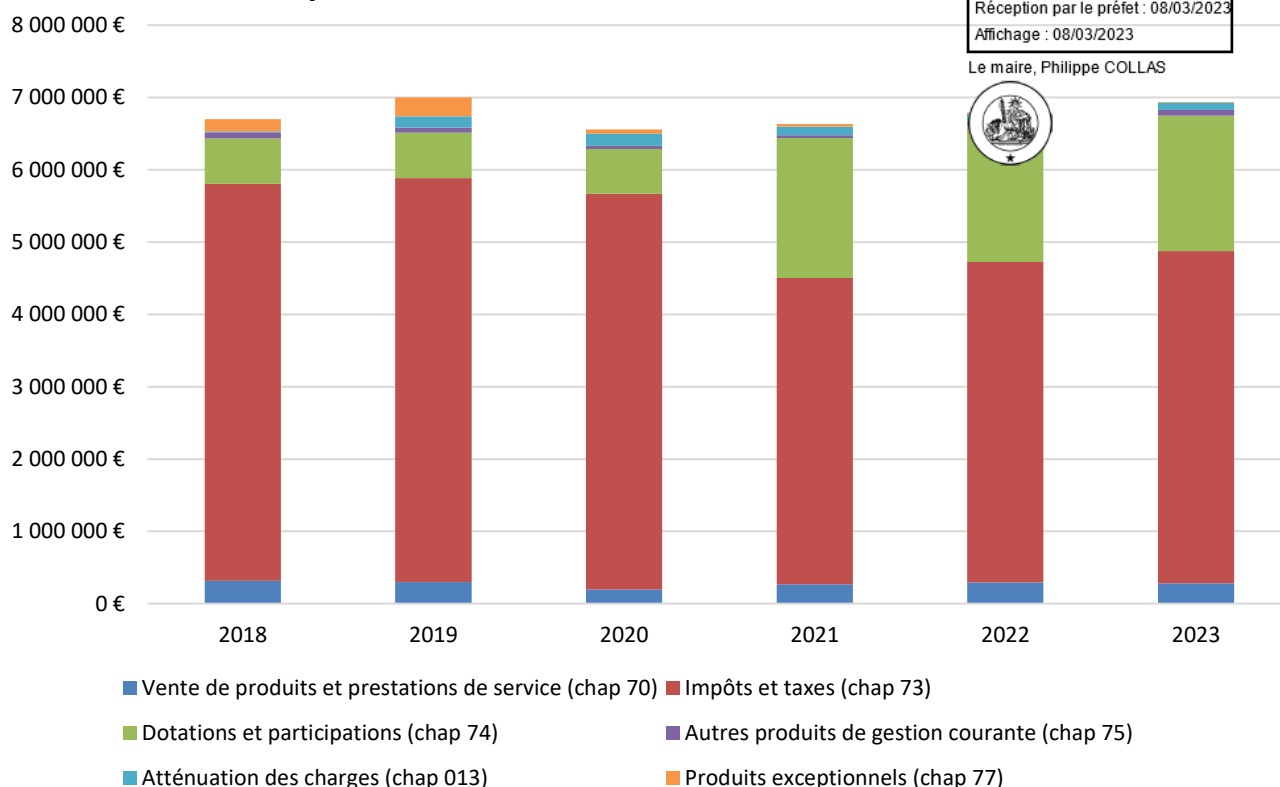
De 2018 à 2022, en M14, ce chapitre comprenait principalement les remboursements d'assurance et les mandats antérieurs annulés.

En 2023 avec le passage en M57, ce chapitre comprend les mandats antérieurs annulés. Les remboursements d'assurance et autres produits exceptionnels sont transférés dans le chapitre 75

Chapitre 77	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Recettes	169 939	260 371	57 801	34 874	12 242	10 000

Pour les orientations de ce chapitre en 2023, il est proposé de disposer d'une enveloppe permettant de répondre à toute demande d'annulation de mandats antérieurs. Il est donc proposé la même enveloppe en dépenses pour répondre à toute demande éventuelle d'annulation de titres antérieurs.

Répartition des recettes de fonctionnement



3- LA SECTION D'INVESTISSEMENT :

3.1 Recettes d'investissement :

FCTVA :

Depuis le 1er janvier 2015, la Loi de Finances a revalorisé ce taux à 16.404%.

2019	2020	2021	2022	2023(Prév.)
143 172	76 405	118 782	94 873	90 000

Subventions perçues :

Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (Etat, Région, Département, agglomération...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement.

2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
11 000	2 980	33 230	23 738	1 824 000

Pour les orientations 2023 de ce chapitre, les subventions suivantes ont déjà été délibérées et sollicitées (sauf pour le Fonds Vert) auprès des partenaires financiers :

- Réaménagement de l'Espace Culturel Marcel Pagnol (Région pour 410 000 €, Europe (FEDER) pour 786.051 €),
- Bureaux CCAS : 324.560 € (162.280€ de l'Etat et 162.280€ du Département),
- Salle des fêtes de Vieux Ville : 190.800 € (127.200€ de l'Etat et 63.600€ du Département),
- Préau école Chat Botté : 59.760 € (39.840 € de l'Etat et 19.920€ du Département),
- Défense incendie : 19.500 € (Département),
- Fonds Vert : 30.800 € (Etat),
- FIPD pour matériel radio de la Police Municipale : 2.940€ (Etat).

**Taxes d'urbanisme :**

Cette recette comprend les taxes suivantes : la taxe d'aménagement, la taxe du plafond de densité

2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
23 301	28 097	30 456	32 597	20 000

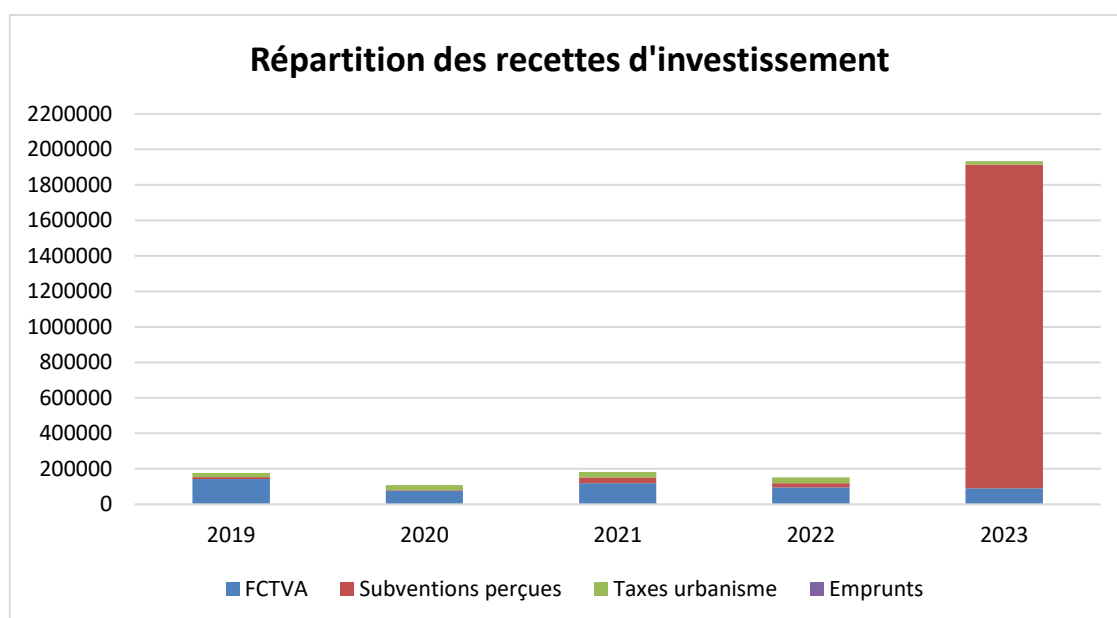
Emprunts :

Emprunts réalisés durant la prospective pour financer les investissements ou caution reçue.

2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
0	0	0	0	0

Au regard des éléments financiers présentés plus haut, il n'apparaît pas nécessaire de contracter des emprunts sur 2023. L'autofinancement de la Commune sera suffisant pour financer les investissements prévus pour 2023.

Il est à noter que les éléments indiqués ci-dessus correspondent aux recettes réelles de l'exercice et ne prennent donc pas en compte les restes à réaliser. Pour 2022, les restes à réaliser des recettes d'investissement s'élèvent à 1 033 864 € et correspondent à des subventions qui ont déjà été notifiées à la Commune. A savoir, 1 025 152 € pour l'Espace Culturel Marcel Pagnol et 8 712 € pour la Médiathèque.

**3.2 Dépenses d'investissement :**

Le tableau ci-dessous montre les dépenses d'investissement et leur évolution depuis 2019 :

Années	Dépenses d'investissement TTC	Evolution n-1	En euros par habitant
2019	793 713	-29,4 %	141
2020	823 793	3,79 %	147
2021	880 830	36,29 %	206
2022	953 695	271,75 %	175
2023 (Prév.)	3 960 000	415,22 %	740

Il est à noter que le tableau ci-dessus indique les dépenses réelles de l'exercice et ne prend donc pas en compte les restes à réaliser. Les dépenses engagées non mandatées donnent lieu à l'établissement d'un état en fin d'année, revêtu de la signature de l'ordonnateur et du comptable, pour permettre leur paiement au début de l'exercice suivant, tant que le budget de cet exercice n'a pas été voté. Pour 2022, les restes à réaliser des dépenses d'investissement s'élèvent à 3 220 231€ TTC dont 2.803.295€ pour l'extension / réhabilitation de l'ECMP.

Pour le budget 2023, les principales opérations d'investissement suivantes sont prévues (en €) : 20230307-07-07-03-2023-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/03/2023

Affichage : 08/03/2023

Le maire, Philippe COLLAS



- Extension bureaux du CCAS pour 500.000€ TTC environ,
- Extension de la salle des fêtes de Vieux Villez pour 400.000€ TTC environ,
- Création d'un préau école Chat Botté : 130.000 € TTC environ,
- Poursuite de la réhabilitation et extension du centre culturel Marcel Proust pour 150.000 € environ,
- Travaux sur la défense incendie : 90.000 € TTC environ,
- Passage de l'éclairage intérieur en leds au gymnase Saint-Fiacre : 40.000€ TTC,
- Remplacement de lampes au sodium pour l'éclairage public de la Commune : 200.000€ TTC,
- Et les investissements récurrents annuels (matériel informatique, travaux dans les écoles et autres bâtiments communaux, etc...).

4- LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT :

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

L'épargne de la collectivité :

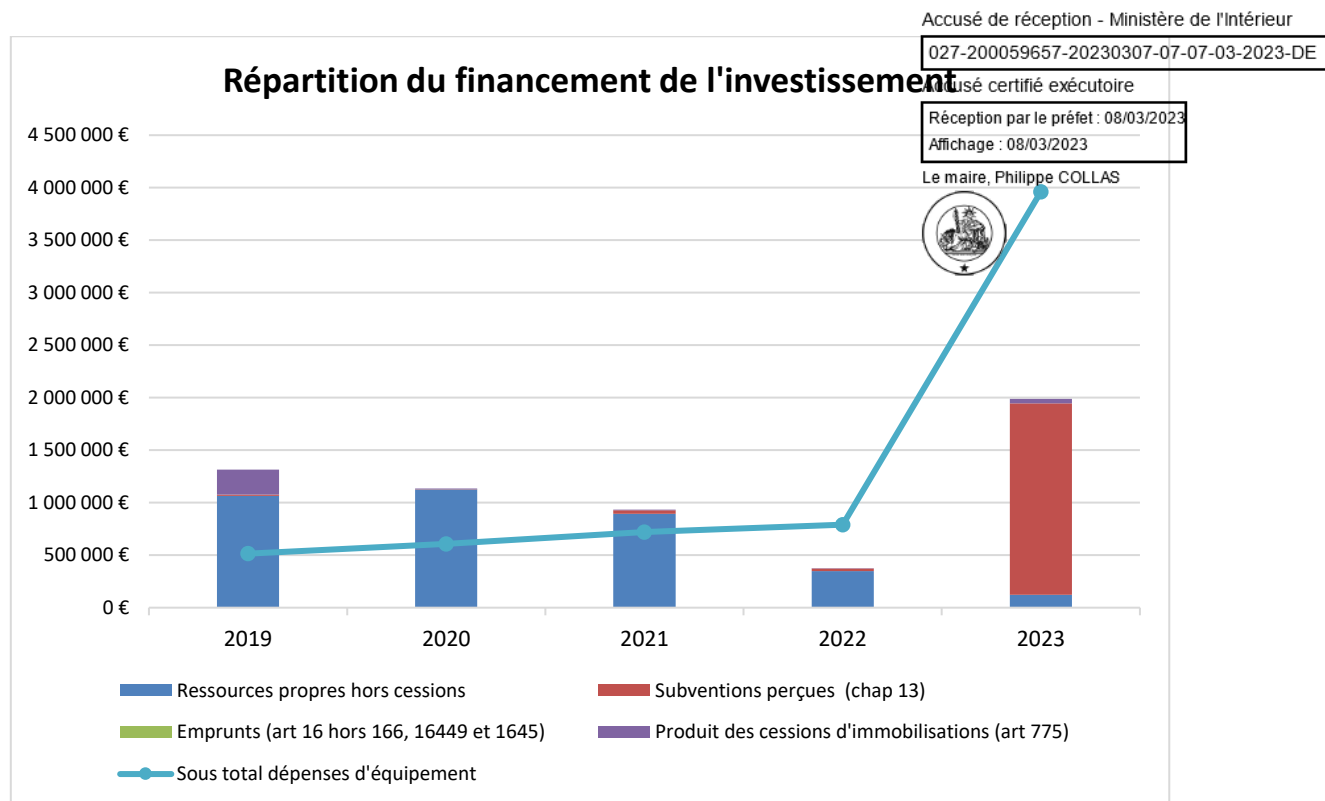
Le tableau ci-dessous montre l'évolution des différentes épargnes en cours des dernières années.

	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Epargne brute	1 179 777	1 290 089	905 346	384 890	177 792
Remboursement capital de la dette	281 346	270 051	160 419	163 820	167 386
Epargne nette	898 430	1 020 038	744 927	221 070	10 406

Le financement de l'investissement :

Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Epargne nette (a)	898 430	1 020 038	744 927	221 070	10 406
FCTVA (b)	143 172	76 405	118 782	94 873	90 000
Autres recettes (c)	23 751	30 833	30 456	32 597	20 000
Produit de cessions (d)	238 941	5 700	5 000	4 900	42 000
Ressources financières propres e = (a+b+c+d)	1 304 295	1 132 976	899 165	353 440	163 406
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	11 000	2 980	33 230	23 738	1 824 000
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	0	0	0	0	0
Financement total h = (e+f+g)	1 315 295	1 135 956	932 395	377 178	1 986 406
Résultat de l'exercice (Recettes réelles fonctionnement-dépenses réelles fonctionnement + recettes réelles investissement - dépenses réelles d'investissement sans RAR hors report et 1068)	802 929	582 214	211 985	-412 698	-1 847 884



5- LES GRANDES MASSES FINANCIERES :

5.1 Masses budgétaires :

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution des principales masses financières du budget principal depuis 2019.

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA provisoire 2022	CA 2023 (Prév.)
Recettes réelles de fonctionnement	7 008 678	6 558 934	6 548 474	6 793 876	6 940 000
Dépenses réelles de fonctionnement	5 589 960	5 263 145	5 722 011	6 404 087	6 762 306
<i>dont intérêts de la dette</i>	66 180	57 392	51 906	47 646	45 658
Recettes d'investissement	177 923	110 218	182 469	151 208	1 934 000
<i>dont emprunts souscrits</i>	0	0	0	0	0
Dépenses d'investissement	793 713	823 793	880 830	953 695	3 960 000
<i>dont capital de la dette</i>	281 346	270 051	160 419	163 820	167 386

5.2 Besoin de financement :

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution du besoin de financement avec la prévision pour 2023.

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA provisoire 2022	CA 2023 (Prév.)
Recettes d'investissement	2 870 367	2 618 416	2 853 990	2 453 615	1 934 000
Dépenses d'investissement	1 051 736	840 857	894 892	959 121	3 960 000
Reste à Réaliser	200 052	130 637	241 921	- 2 186 367	0
Besoin ou Excédent de financement	1 618 579	1 646 922	1 717 177	- 691 873	- 2 026 000

5.3 Fonds de roulement et résultat prévisionnel :

Le résultat de l'exercice alimente le fonds de roulement qui sert à financer une partie de l'investissement. La collectivité devra veiller à ne pas le faire diminuer de manière trop importante afin de garder des marges de manœuvre.

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022 (Prév.)	CA 2023 (Prév.)
Fonds de roulement en début d'exercice	2 879 884	3 682 813	4 265 027	4 477 012	4 064 314
Résultat de l'exercice (fonctionnement et investissement hors report et Reste à réaliser)	802 929	582 214	211 985	-412 698	- 1 847 884
Fonds de roulement en fin d'exercice	3 682 813	4 265 027	4 477 012	4 064 314	2 216 430

5.4 Endettement :

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA provisoire 2022	BP 2023 (Prév.)
Encours au 31 décembre	1 849 903	1 581 359	1 420 940	1 257 120	1 089 734
Ratio de désendettement	1,6 ans	1,2 ans	1,6 ans	3,3 ans	6,1 ans
Emprunt/Caution reçue	0	450	0	0	0

Au niveau de la capacité de désendettement, il faut préciser que le seuil de vigilance est préconisé à moins de 10 ans et que la situation financière devient critique lorsque sa valeur atteint 11/12 ans.

6- LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS :**6.1 Soldes intermédiaires de gestion :**

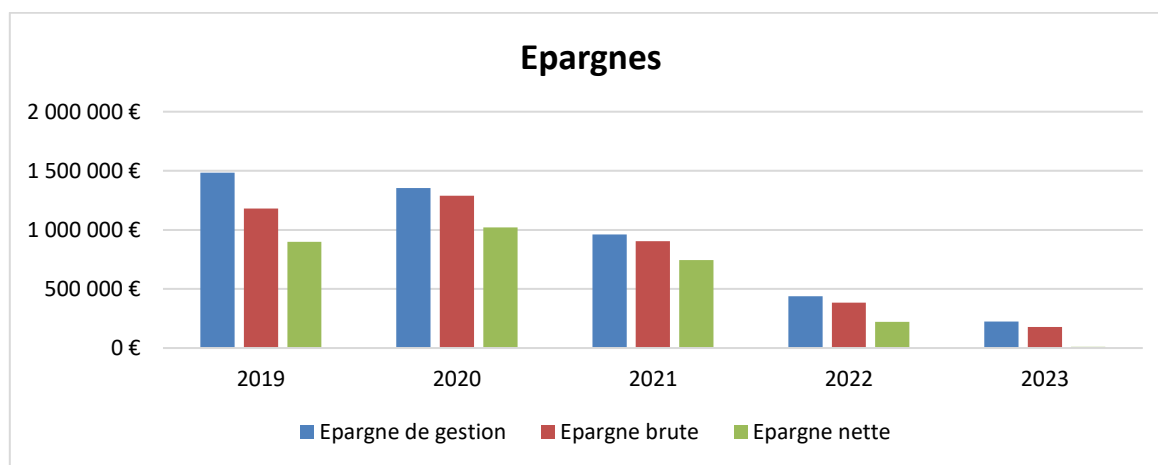
Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette.

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Recettes réelles de fonctionnement	7 008 678	6 558 934	6 548 474	6 793 876	6 940 000
Epargne de gestion	1 484 898	1 353 182	962 252	437 435	223 450
Epargne brute	1 179 777	1 290 089	905 346	384 890	177 792
Taux d'épargne brute (en %)	16.83 %	19,67 %	13.65 %	5.67 %	2.56 %
Epargne nette	898 430	1 020 038	744 927	221 070	10 406



recettes de fonctionnement.
 L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au montant des dépenses d'investissement.
 L'excédent des recettes de fonctionnement est retiré car il s'agit d'une recette exceptionnelle.



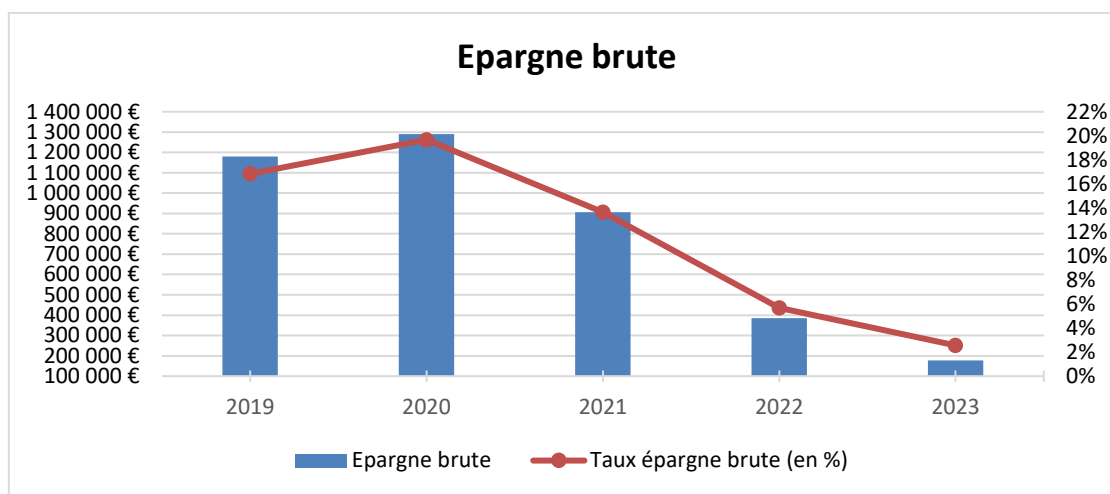
6.2 Epargne brute :

Epargne brute = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement.
 L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au montant des dépenses d'investissement.
 L'excédent des recettes de fonctionnement est retiré car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.

L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Epargne brute	1 179 777	1 290 089	905 346	384 890	177 792
Taux d'épargne brute (en %)	16.83 %	19,67 %	13.65 %	5.67 %	2.56 %



7- LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT :

7.1 Encours de dette

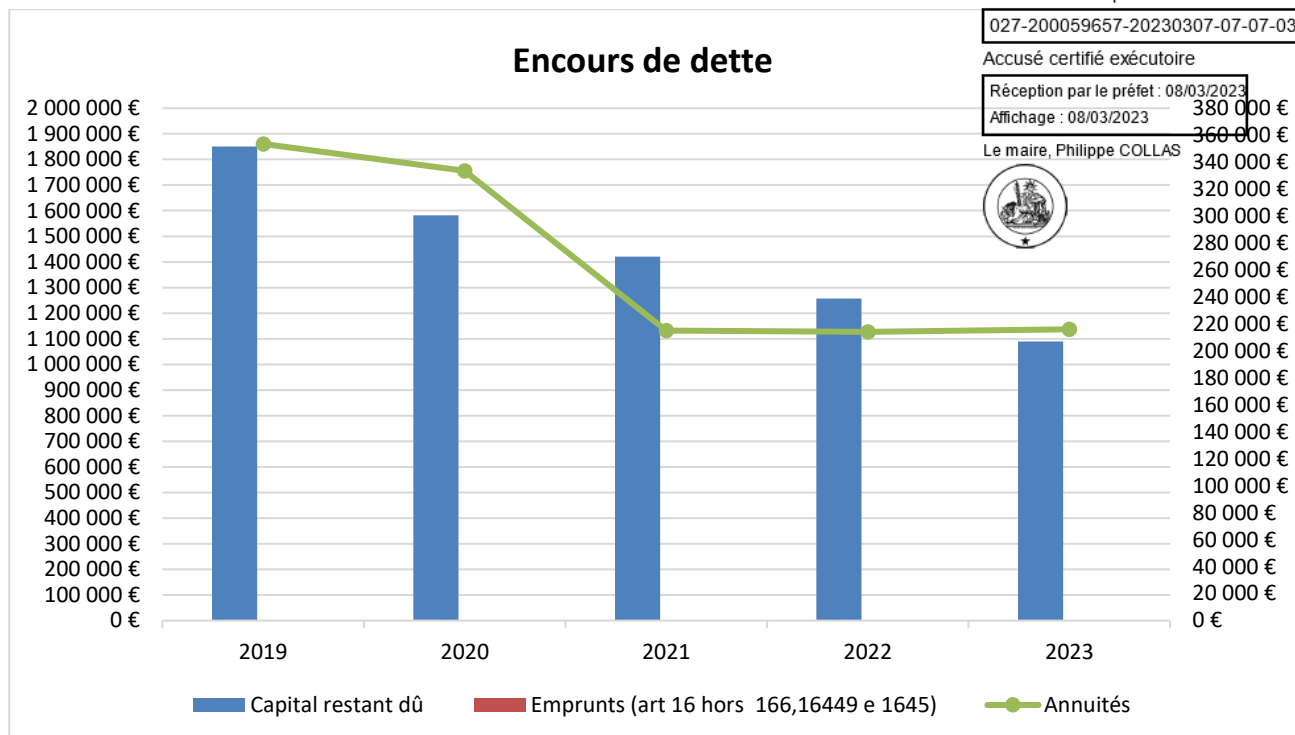
Selon les éléments évoqués plus haut, l'encours de la dette évoluerait de **1 849 903 € en 2019 à 1 089 734 € en 2023** (échelle de gauche du graphique).

De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **353 499 € en 2019 à 215 944 € en 2023** (échelle de droite du graphique ci-après).

	Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2019	1 849 903	-13,08 %	0
2020	1 581 359	-14,52 %	0
2021	1 420 940	-10,14 %	0
2022	1 257 120	-11,53 %	0
Prévisions 2023	1 089 734	-13,32 %	0

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique).

L'encours de la dette a diminué de 41% entre 2019 et 2023.



La structure de la dette actuelle :

La dette est actuellement composée de 4 emprunts dont :

- Deux à taux fixe avec un capital restant dû au 31/12/2022 de 630 376 € se terminant en septembre 2025 et en mars 2031,
- Deux à taux variable euribor 3 mois avec une marge de 0.65 % avec un capital restant dû au 31/12/2022 de 626 744 € se terminant en octobre 2029 et en décembre 2029.

La dette au 31 décembre 2022 est donc composée à 50,14 % d'emprunts à taux fixe et 49,86 % d'emprunts à taux variables.

Ces quatre emprunts ne sont pas structurés ou « toxiques ». Ils sont classés A-1 dans la charte Gissler (1 : indices de la zone euros ; A : taux fixes et variables simples sans effet de levier ni effet multiplicateur).

On observe que la Commune s'est désendettée de 2018 à 2022. Ce processus se poursuivra en 2023 car il ne sera pas nécessaire de réaliser un emprunt pour financer les investissements de 2023.

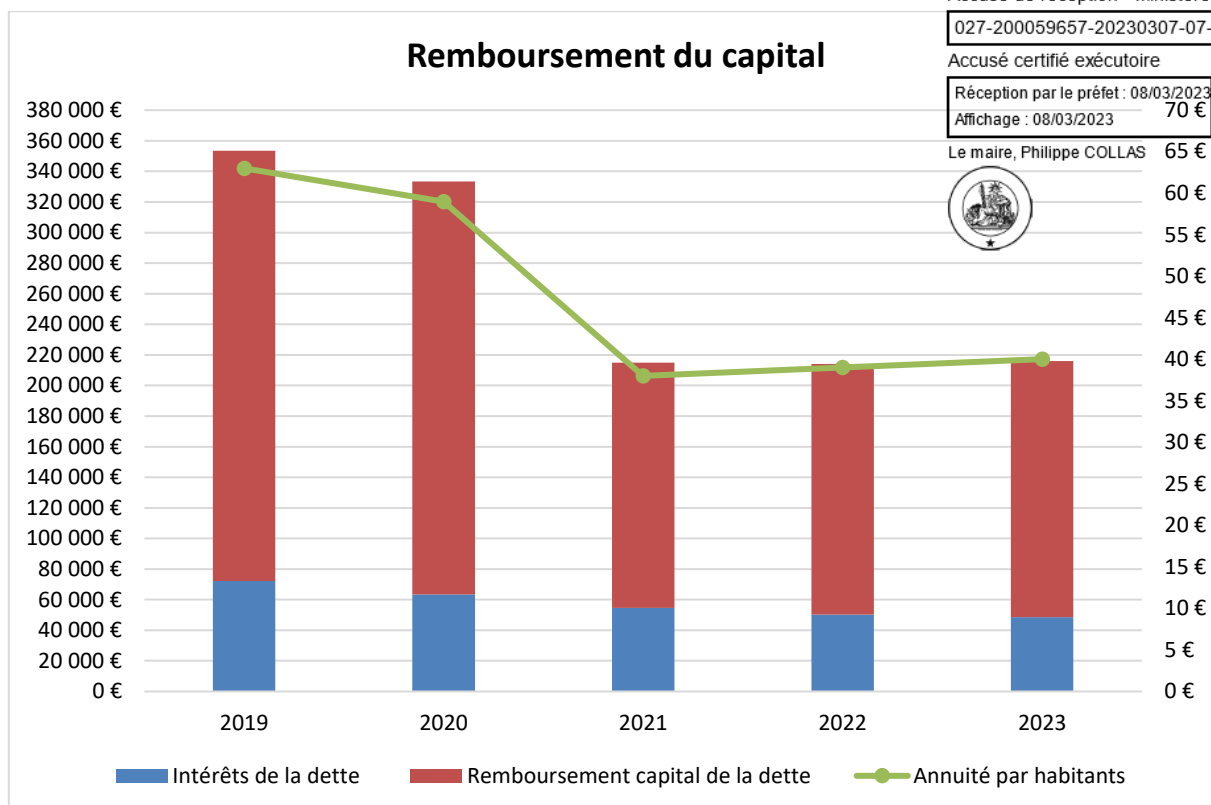
7.2 Annuités de la dette :

L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Annuités	353 499	333 464	214 975	214 134	215 944
Evolution n-1 (en %)	-15,19 %	-5,67 %	-35,53 %	-0.40 %	0.84 %
Capital en euro	281 346	270 051	160 419	163 820	167 386
Intérêts en euro	72 153	63 413	54 556	50 314	48 558

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par habitant évolue de la façon suivante :

En €	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Annuités	63 €	59 €	38 €	39 €	40 €
Capital	50 €	48 €	29 €	30 €	31 €
Intérêts	13 €	11 €	10 €	9 €	9 €

7.3 Ratio de désendettement :

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

La capacité de désendettement pour la Commune évolue comme suit :

	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Ratio	1,6 ans	1,2 ans	1,7 ans	3,3 ans	6,1 ans

Au niveau de la capacité de désendettement, le seuil de vigilance est préconisé à 10 ans et que la situation financière devient critique lorsque cette capacité atteint 11/12 ans.

Au regard du compte administratif 2022, on constate une dégradation des différents soldes de gestion suite aux importantes augmentations de charges subies par la Commune sur l'énergie et les coûts des repas dans les écoles notamment. Cela impose en 2023 un travail permanent et une veille continue et accrue sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement.

8- LA FISCALITE DIRECTE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

027-200059657-20230307-07-07-03-2023-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/03/2023

Affichage : 08/03/2023

Le maire, Philippe COLLAS

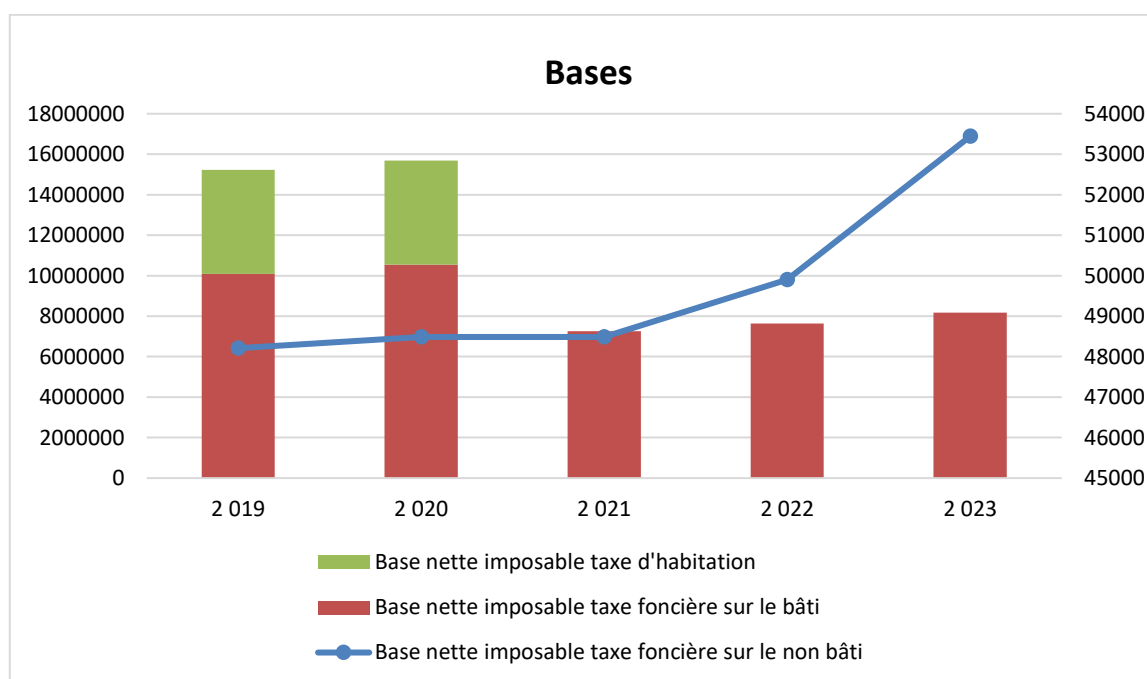


8.1 Evolution des bases :

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe.
Ci-dessous le tableau des bases fiscales pour chaque taxe.

Pour les orientations 2023, la loi de finances arrête une augmentation des bases +7.1%

Années	Base Taxe d'Habitation	Base Taxe Foncière (bâtie)	Base Taxe Foncière (non bâtie)
2019	5 140 505	10 088 032	48 209
2020	5 134 418	10 548 851	48 490
2021	0	7 252 000	48 490
2022	0	7 636 000	49 900
2023 (Prév.)	0	8 178 156	53 443



8.2 L'évolution des taux et des produits :

TAXE D'HABITATION :

La réforme de la taxe d'habitation :

La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (progressive jusqu'en 2023 pour tous les foyers fiscaux), a entraîné la mise en œuvre au 1er janvier 2021 d'un nouveau schéma de financement des collectivités territoriales et de leurs groupements.

A ce titre, les communes et les EPCI à fiscalité propre ne perçoivent plus le produit de la taxe d'habitation sur les résidences principales mais bénéficient d'une compensation intégrale, calculée sur la base du taux de taxe d'habitation adopté en 2017.

La taxe d'habitation demeure cependant pour les résidences secondaires et pour les locaux vacants.

Années	Base nette TH	Evolution base nette TH	Produit TH	Evolution produit TH	Taux TH	Evolution taux TH
2019	5 140 505	2,95 %	554 146	2,95 %	10,78 %	0 %
2020	5 134 418	-0,12 %	553 490	-0,12 %	10,78 %	0 %
2021	0	-100 %	0	-100 %	0 %	-100 %
2022	0	0	0	0 %	0 %	0 %
2023	0	0	0	0 %	0 %	0 %

TAXE FONCIERE PROPRIETE BATIE :

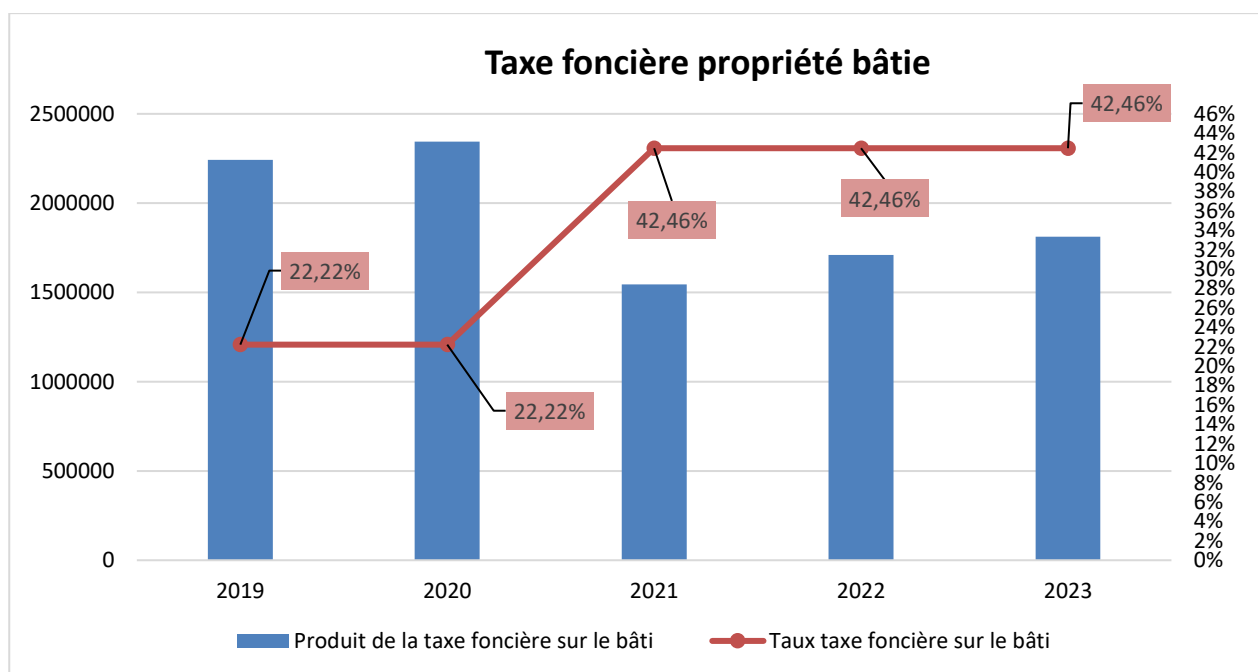
Pour compenser la suppression de la taxe d'habitation, les communes se verront transférer en 2021 le montant de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) perçu en 2020 par le Département sur leur territoire. Chaque commune se verra donc transférer le taux départemental de TFPB (20.24%) qui viendra s'ajouter au taux communal.

Le taux voté en 2021 est de 42.46 % soit 22.22 % part communale et 20.24 % de part départementale.



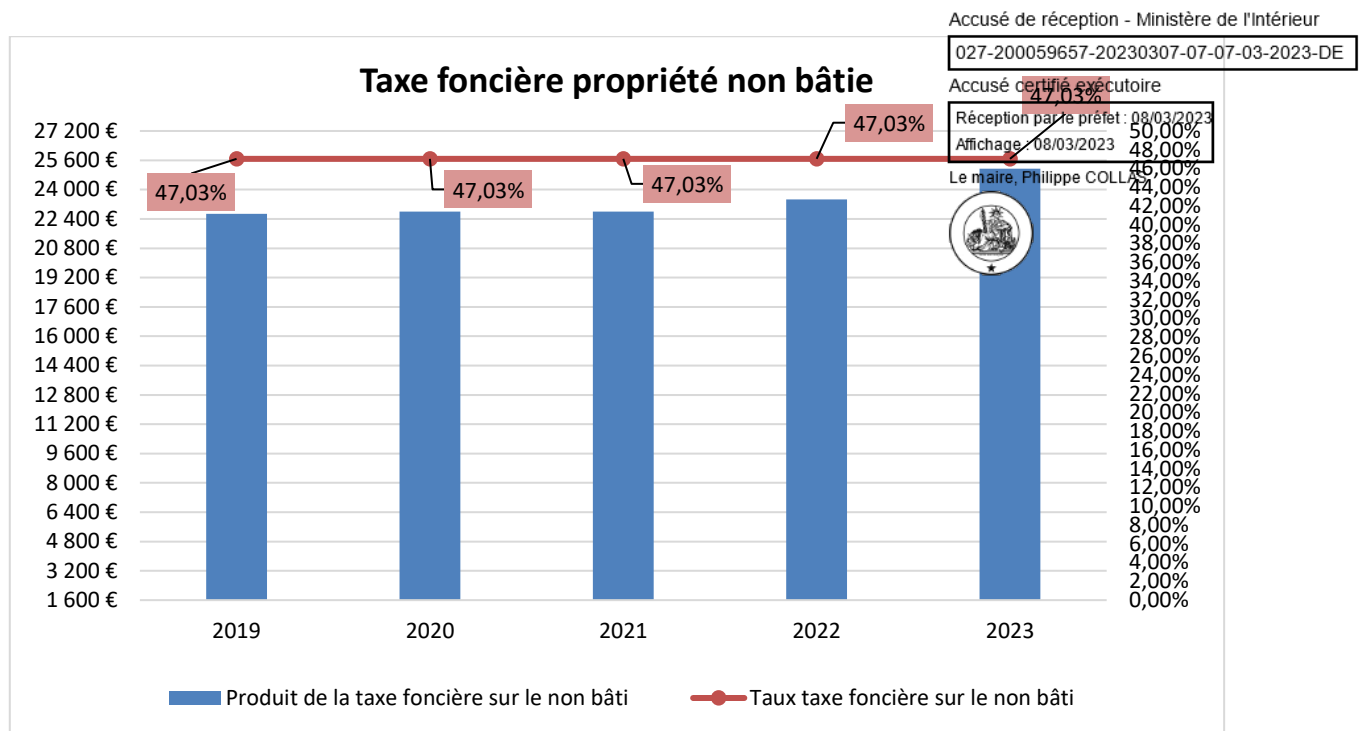
Années	Base nette TFB	Evolution Base nette TFB	Produit TFB	Evolution produit TFB	Taux TFB	Evolution Taux TFB
2019	10 088 032	2,44 %	2 241 561	2,44 %	22,22 %	0 %
2020	10 548 851	4,57 %	2 343 955	4,57 %	22,22 %	0 %
2021	7 252 000	-31,25 %	1 544 444	-34,11 %	42,46 %	91,09 %
2022	7 636 000	5 %	1 710 717	10,76 %	42,46 %	0 %
2023 (Prév.)	8 178 156	7,10 %	1 811 428	5,88 %	42,46 %	0%

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal, de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties.

**TAXE FONCIERE PROPRIETE NON BATIE :**

Années	Base nette TFNB	Evolution base nette TFNB	Produit TFNB	Evolution produit TFNB	Taux TFNB	Evolution taux TFNB
2019	48 209	1,88 %	22 673	1,88 %	47,03 %	0 %
2020	48 490	0,58 %	22 805	0,58 %	47,03 %	0 %
2021	48 490	0 %	22 805	0 %	47,03 %	0 %
2022	49 900	2,90 %	23 468	2,90 %	47,03 %	0 %
2023	53 443	7,10 %	25 134	7,10 %	47,03 %	0 %

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal, de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties.



Au regard de l'évolution des indicateurs financiers évoqués plus haut, il est proposé de ne pas augmenter les taux de fiscalité pour 2023 et de maintenir les taux à leur niveau actuel.

Il est à noter que, malgré le maintien des taux envisagé pour 2023, les contribuables auront à payer une augmentation du montant de l'impôt qui sera consécutive à une revalorisation des bases de calcul de la fiscalité locale de +7,10 % décidée par l'Etat pour 2023 (Pour mémoire : +3.40% en 2022 et de 0.20 % en 2021).

9- LES RATIOS :

Ci-dessous le tableau des principaux ratios financiers :

	2019	2020	2021	2022	2023 (Prév.)
Dépenses réelles de fonctionnement / population	996	938	1 090	1173	1 263
Produit des impositions directes / population	507	521	286	320	343
Recettes réelles de fonctionnement / population	1 249	1 169	1 248	1 245	1 296
Dépenses d'équipement brut / population	91	98	137	145	740
Encours de la dette / population	330	282	271	230	204
Dotation globale de fonctionnement / population	90	87	78	39	38
Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	57 %	61 %	57 %	58 %	58 %
Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	84 %	84 %	89 %	96 %	99 %
Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	7 %	8 %	10 %	14 %	57 %
Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	26 %	24 %	21 %	18 %	15 %

En synthèse, on constate en 2022 une dégradation des différents soldes de gestion suite à l'augmentation des dépenses de fonctionnement suivantes subies par la Commune :

- Les repas de cantine avec une hausse de +7,28% le 1^{er} Juillet 2022 suivi d'une nouvelle hausse de +6,11 % au 1^{er} janvier 2023 (+26.000€ entre 2021 et 2022),
- L'électricité (+70.000€ prévus entre 2022 et 2023),
- Le gaz utilisé pour le chauffage des bâtiments communaux (+207.000€ entre 2021 et 2022 et +94.000€ prévus entre 2022 et 2023),
- Une inflation de +5,9% sur l'année 2022 qui impacte toutes les dépenses de la Commune en investissements et au chapitre 011.
- L'augmentation du point d'indice imposé par l'Etat aux Collectivités à compter du 1^{er} juillet 2022 (coût d'environ 60.000€ en 2022 et 120.000€ environ pour 2023).

2023-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/03/2023

Affichage : 08/03/2023

Le maire, Philippe COLLAS



En parallèle, la hausse des recettes réelles de fonctionnement (RRF) reste très limitée en particulier avec la réforme de la taxe d'habitation qui fait que la revalorisation des bases de +7,1% ne s'applique plus que sur les bases du foncier bâti et du foncier non bâti (manque à gagner de l'ordre de 360.000€ pour la Commune pour 2023). Ce qui impose en 2023 la poursuite des actions engagées en 2022 avec un travail permanent et accru sur la maîtrise voire la réduction des dépenses de fonctionnement.

On observe par ailleurs que la Commune s'est désendettée de 2018 à 2022, avec un capital restant dû prévu à 1.089.734€ au 31 décembre 2023. Il ne sera en effet pas nécessaire de réaliser un emprunt pour financer les investissements de 2023.

Cela permettra à la Commune de pouvoir recourir à l'emprunt si nécessaire au cours des prochaines années pour financer notamment les projets à venir dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » dont certaines actions sont d'ores et déjà prévues en investissement en 2023.

L'objectif reste de pouvoir dégager chaque année un résultat positif (Recettes – dépenses de fonctionnement) qui permet de couvrir le remboursement en capital de la dette, et envisager l'autofinancement partiel de nos futurs investissements.

II – Budget Annexe : « local commercial »

Le budget annexe « Local commercial » a pour objet la gestion d'une boucherie située rue saint Fiacre ainsi que le Snack-Parc au sein du Crapa. En 2023, la construction d'un deuxième local commercial « Snack Parc » sera réalisée. Ces locaux seront loués à un ou des exploitants suite à une mise en concurrence.

Ce Budget est assujéti à la TVA et est donc exprimé en HT.

Prévisions pour le Compte Administratif 2022 :

Selon les dernières estimations, les chiffres du compte administratif 2022 du budget annexe devraient être proches du tableau suivant :

En € HT	Fonctionnement		Investissement
Recettes réelles	90 243	Recettes	565
Dépenses réelles	2 881	Dépenses	4 010
Résultat exercice	87 362	Résultat exercice	-3 445
Report 2021	171 614	Report 2021	40 752
Résultat à affecter	258 976	Résultat à affecter (R001)	37 307
		RAR	- 258 010
		Résultat	- 220 703
	Résultat net de l'exercice		38 272



Section de fonctionnement pour l'exercice 2022 (En HT) :

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 2 316 € (travaux de réparation de la chambre froide et vérification et contrôle annuel obligatoire de la boucherie).

Les dépenses d'ordre d'exploitation de fonctionnement s'élèvent à 565 € (amortissements).

Soit un total de dépenses s'élevant à 2 881 €.

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 90 243 € (dont loyer de 9 243 € pour la boucherie et 81 000 € de subvention d'exploitation du budget principal).

Un report du résultat de 2021 de 171 614 €. Soit un résultat à affecter de 258 976 €.

Section d'investissement pour l'exercice 2022 (En HT) :

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 4 010 € (AMO pour la construction d'un nouveau Local « Snack » dans le Crapa). Les recettes d'investissement s'élèvent à 565 € (565 € d'amortissement),

Un excédent de financement 2021 de 40 752 €. Soit un excédent de financement 2022 de 37 307 €.

Des dépenses à réaliser de 2022 de 258 010 € (travaux pour la construction d'un nouveau Local « Snack » dans le Crapa). Soit un déficit de financement d'investissement de 220 703 €.

Le résultat net de l'exercice serait de 38 272 €.

Orientations pour le Budget Annexe en 2023 :

Section de fonctionnement pour l'exercice 2023 (En HT) :

Les dépenses réelles de fonctionnement prévues seraient de 18 273 € (travaux de mises aux normes dans les locaux et l'entretien et réparation du matériel de la boucherie).

Les dépenses d'ordre d'exploitation de fonctionnement prévues seraient de 31 500 € (transfert à la section d'investissement, dépenses imprévues et les amortissements).

Les recettes réelles de fonctionnement prévues seraient de 11 500 €.

Le Report du résultat de 2022 serait de 38 272 €.

Soit un total de la section de fonctionnement équilibré à 49 773 €.

Section d'investissement pour l'exercice 2023 (En HT) :

Les dépenses d'investissement prévues seraient de 289 010 € (dont 30 000 € d'équipement, 1 000 € de dépenses imprévues et 258 010 € de restes à réaliser),

Les recettes d'investissement prévues seraient de 289 010 € (dont 30 630 € de transfert de la section de fonctionnement, 370 € d'amortissement et 220 703 € en affectation du résultat 2022),

L'excédent de financement de 2022 serait de 37 307 €.

Soit un total de la section d'investissement équilibré à 289 010 €.

Il n'y a pas d'emprunt sur ce budget annexe.

III – OPERATIONS PLURIANNUELLES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

027-200059657-20230307-07-07-03-2023-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/03/2023
Affichage : 08/03/2023

Le maire, Philippe COLLAS



Les opérations pluriannuelles connues et programmées à ce jour et qui pourront générer des dépenses et des recettes de fonctionnement supplémentaires sur le budget principal sont les suivantes :

1) Réhabilitation et extension de l'Espace Culturel Marcel Pagnol :

Cette opération lancée en 2022 et les travaux d'extension de 450m² environ devraient être achevés à l'automne 2024. À la suite de ces travaux, nous pouvons envisager une dépense supplémentaire de fonctionnement (fluide, entretien, ménage, etc....) à partir de 2024 pour un montant estimé à 10.000 € TTC environ par an. Les recettes de location peuvent être estimées à 3.000€ TTC par an environ. L'isolation par l'extérieur du bâtiment permettra d'atteindre le niveau BBC Rénov -60%, ce qui générera une économie de 60% sur les dépenses de chauffage du bâtiment, soit une économie annuelle estimée à 25.000€ environ (sur la base des coûts de chauffage 2022).

2) L'extension du bureau de la résidence des personnes âgées :

Cette opération sera lancée en 2023 et les travaux d'extension de 61 m² environ devraient être achevés en 2024. A la suite de ces travaux, nous pouvons envisager une augmentation des dépenses de fonctionnement au chapitre 011 (fluide, entretiens, etc...) à partir de 2024 pour un montant estimé à 1.500€ TTC environ par an.

3) Maison des associations :

L'ancienne école Henri Bernard va être transformée en maison des associations en Septembre 2023. Cela augmentera les dépenses de fonctionnement au chapitre 011 (fluides, entretiens, etc.....) ainsi que le chapitre 012 à partir de Septembre 2023. On peut estimer une augmentation supplémentaire des dépenses de 3.000 € TTC environ par an.